

# Communiqué de presse d'Ibuka France



Le 7 avril 2024 marque la 30ème commémoration du génocide perpétré contre les Tutsi du Rwanda et Ibuka France vous convie, toutes et tous, à venir vous joindre aux rescapés pour rendre hommage aux victimes.

Trente ans après, Ibuka France note avec une très grande satisfaction que notre pays, la France, s'est engagé avec courage et détermination sur la voie de la connaissance, de la vérité et de ses propres responsabilités en rapport avec le génocide des Tutsi. Nous espérons voir ce processus se poursuivre parce qu'il l'honore et qu'il est une justice rendue aux victimes. Nous souhaitons que cette justice se concrétise par des moyens accrus au pôle judiciaire chargé de poursuivre les personnes accusées de crime de génocide ou de complicité, par une plus grande attention aux rescapés, ainsi que par une initiative de sensibilisation des autres pays, dans le cadre européen ou onusien, afin d'amener le monde à soutenir comme il se doit le peuple rwandais à se reconstruire.

Ibuka France suit avec un grand intérêt la mobilisation de la jeunesse française, au collège, au Lycée comme à l'Université autour de la mémoire du génocide perpétré contre les Tutsi afin de comprendre les processus qui l'ont généré et de se former à la restauration qui leur incombe, tant dans la cité qu'ils habitent que dans le monde, la sauvegarde et la promotion du vivre ensemble dans le respect de la diversité. A cet égard, nous demandons que les archives, sources de connaissances, soient réunies et accessibles. Nous souhaitons également que soit lancée une campagne cohérente de récolte et de sauvegarde des témoignages.

Dans l'ordre de l'inscription de l'histoire du génocide des Tutsi et de sa transmission dans la mémoire collective, l'Élysée et la Ville de Paris se sont engagés il y a un an à ériger sur la place de Paris un monument en hommage aux victimes. Nous espérons et croyons que cette promesse sera tenue. Enfin, Ibuka France est profondément préoccupée par la réémergence d'un discours raciste et haineux dans la région des Grands lacs. Nous demandons qu'il soit condamné si l'on ne veut pas voir se répéter le Rwanda de 1994.

Paris, le 7 avril 2024

Marcel Kabanda